

## Histoire politique de l'administration

Marc Olivier Baruch

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/18669>

ISSN : 2431-8698

**Éditeur**

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 janvier 2008

Pagination : 263-265

ISSN : 0398-2025

**Référence électronique**

Marc Olivier Baruch, « Histoire politique de l'administration », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2008, mis en ligne le 02 mai 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/18669>

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

---

# Histoire politique de l'administration

Marc Olivier Baruch

---

Marc Olivier Baruch, *directeur d'études*

## 1. Servir l'État en France, XIX<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles (avec Alain Chatriot, chargé de recherche au CNRS)

- 1 LE séminaire, pour cette dernière année d'existence dans la configuration qui est la sienne depuis une dizaine d'années, s'est donné un double champ d'investigations. Il s'est agi d'une part de faire le point, à partir de quelques exemples, sur la fécondité confirmée d'une histoire de l'administration s'enrichissant de l'apport des sciences sociales, et d'autre part de proposer un panorama partiel du renouvellement historiographique en cours - dû pour l'essentiel à de jeunes chercheurs, docteurs récents ou doctorants - autour de la question de l'État au XIX<sup>e</sup> siècle.
- 2 Sur ce second point, on ne peut en effet que souligner la richesse et la diversité des apports d'une recherche historique qui a enfin assimilé que comprendre le fonctionnement politique d'une société impliquait au moins autant d'en interroger les pratiques de pouvoir quotidien que de se focaliser sur les grands événements structurant la « vie politique », quelque essentiels pussent-ils paraître (changements brutaux de titulaire du pouvoir exécutif, affirmation du principe de la représentation parlementaire, acclimatation, à la fois lente et brusquée, du suffrage universel, etc.). Les travaux, issus de leurs thèses, présentés par Claire Lemerrier (« Des administrations économiques, vers 1800-vers 1870 »), Igor Moullier (« Entre archivistique et sociologie des organisations : l'administration napoléonienne au travail ») ou Pierre Karila-Cohen (« Surveiller l'opinion : les serviteurs de l'État et l'enquête politique sous la monarchie constitutionnelle, 1814-1848 ») constituent des approches plus neuves de la construction de la société française par l'État impérial et les monarchies constitutionnelles.

- 3 Changeant de niveau d'observation, de terrain géographique ou d'objet d'analyse, trois autres séances ont permis de mesurer d'une part la généralisation des modes d'organisation administrative tant dans les États nouveaux (Geneviève Verdo, « Création étatique et personnel politique dans l'indépendance argentine, 1808-1829 ») que dans le gouvernement des villes (Steve Sawyer, « Une municipalité capitale ; l'administration de Paris dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle »), d'autre part la tentative de penser un problème social comme ce que l'on pourrait nommer, non sans quelque anachronisme une politique publique (Aude Fauvel, « L'État et la folie ; politiques et gestion des malades mentaux sous la III<sup>e</sup> République »).
- 4 Il était normal qu'en point d'orgue d'une réflexion collective qui s'est précisément donné comme ligne de conduite de poser qu'une histoire des institutions publiques ne peut se satisfaire d'une approche seulement descriptive des moments, des structures ou des acteurs, des collègues issus de disciplines voisines soient invités à présenter des travaux de synthèse, qu'il s'agisse de science politique (Françoise Dreyfus et Jean-Michel Eymeri, « Pour une science politique de l'administration ») ou de théorie économique (David Martimort, « Théorie des incitations et histoire de l'administration »). Autour de la question de la biographie, le séminaire a d'autre part eu l'occasion de comparer deux types d'approches : celles qu'Olivier Feiertag a consacrées à un haut fonctionnaire omniprésent dans la politique financière française du deuxième tiers du XX<sup>e</sup> siècle, Wilfrid Baumgartner, et le parallèle dressé par Pascale Gonod entre deux vice-présidents du Conseil d'État ayant marqué l'institution à des moments charnières, Édouard Laferrière et René Cassin.

## 2. Administration et dictature

- 5 Cette année, le séminaire s'est posé trois ensembles de questions. D'abord, dans la poursuite des réflexions nées, en 2005 et 2006, des incursions désordonnées et maladroites des instances politiques dans l'écriture de l'histoire -c'était avant l'apparition d'un ministre chargé à la fois, grande première en République, de l'immigration, de l'identité nationale et de la politique de la mémoire (décret n° 2007-999 du 31 mai 2007, *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> juin 2007) -deux séances ont porté sur les « lois mémorielles » (Nathalie Mallet-Poujol, « Les lois mémorielles : un regard juridique » et Philippe Lazar, ancien directeur général de l'INSERM, « Éthique de l'historien, éthique du chercheur »).
- 6 Il s'est ensuite agi d'interroger les liens entre archives, guerre et violence d'État. Accompagnée d'Anne Pérotin-Dumon, assesseur pour les questions d'archives de la Commission chilienne sur la torture, Perrine Canavaggio a présenté les positions prises en la matière par le Conseil international des archives (ICA), dont elle est secrétaire générale adjointe. Le séminaire a également entendu Sophie Cœuré (« Les archives comme butin ») et Bogdan Murgescu (« L'écriture de l'histoire et les archives dans la Roumanie communiste et postcommuniste »).
- 7 Enfin, l'implication des appareils d'État dans les formes de violence et de domination, notamment dans le contexte impérial et colonial, a été analysée par Gilles Favarel-Garrigues (« Administrer la police dans l'URSS post-stalinienne »), Sylvie Thénault (« L'usage des pouvoirs exceptionnels pendant la guerre d'Algérie »), Romain Bertrand (« À propos de l'État colonial : l'exemple des Indes néerlandaises »).

- 8 On ne saurait clore cette présentation, qui est aussi celle d'une première phase de ce séminaire, sans citer l'intervention, qui avait pour nous forme d'hommage, de Michel Troper, subsumant ses travaux sous le titre « Structuration du système juridique et naissance du concept d'État ». Le mot de la fin revint à Jean-Yves Dormagen, qui coanima si longtemps ces travaux de recherche, autour de la question de l'abstentionnisme électoral en régime démocratique, objet de ses interrogations actuelles.
  - 9 À compter de l'année universitaire 2007-2008, nos enseignements seront répartis de manière plus nette entre séminaires à visée d'abord pédagogique et méthodologique, destinés en priorité aux étudiants de master, et séminaire de recherche. Sous l'intitulé « États et administrations à l'époque contemporaine : histoire et sociologie, regards croisés », ce dernier, désormais bimensuel, sera conduit avec trois chercheurs membres du Centre d'études et de recherches de science administrative (UMR CNRS et Université Paris-II), Philippe Bezes, Patrick Le Lidec et Frédéric Ocqueteau.
- 

## INDEX

**Thèmes** : Histoire, Histoire et civilisations de l'Europe